

Motion du 18 mars 2015 de Mmes et MM. Grégoire Carasso, Christiane Leuenberger-Ducret, Laurence Fehlmann Rielle, Javier Brandon, Pascal Holenweg, Maria Vittoria Romano, Olga Baranova, Annina Pfund, Sylvain Thévoz et Corinne Goehner-Da Cruz: «Huit ans après, le bilan de la loi sur les procédés de réclame est douloureux pour les acteurs culturels et sportifs».

(ainsi amendée et acceptée par le Conseil municipal
lors de la séance du 29 avril 2019, dans le rapport M-1176 A)

MOTION

Considérant:

- l’approbation de la nouvelle loi sur les procédés de réclame par 55% des Genevois-es, le 11 mars 2007;
- la fin de l’affichage dit «sauvage»;
- la proposition PR-593, acceptée par le Conseil municipal en avril 2008, fixant un objectif de 1800 supports pour l’affichage des manifestations (contre 600 emplacements recensés aujourd’hui...);
- le manque criant d’emplacements réservés à l’affichage libre pour des organismes sans but lucratif;
- la très médiocre qualité (en termes de visibilité) de nombreux supports mis à disposition;
- l’augmentation du nombre d’organismes utilisant ces panneaux;
- le déficit d’informations qui en résulte pour les habitant-e-s au sujet des événements culturels et sportifs à but non lucratif,

le Conseil municipal demande au Conseil administratif *d’appliquer la proposition PR-593 et ainsi* d’augmenter considérablement la quantité et la qualité des supports pour l’affichage des manifestations mis à la disposition des organismes sans but lucratif, notamment en utilisant un maximum de bornes des Services industriels de Genève (sur la plaine de Plainpalais, le long des quais, etc.) et en installant de nouveaux supports *d’ici à la fin de 2016.*